

## Première Partie

Ce document en cinq parties se propose de présenter la dynamique technologique et économique dénommée "nouvelle économie", ses remarquables contributions, et les facteurs qui ont conduit à sa crise actuelle. C'est une crise du modèle d'innovation, amplifiée par le triple choc, du 11 septembre 2001, de l'éclatement de la " bulle Internet" après une décennie de croissance et de confiance, et de la révélation spectaculaire des fraudes comptables en 2002.

## Avant-Propos

### Introduction :

**un cycle de croissance tendancielle**  
**L'envolée**  
**Les chocs et la dépression**  
**Une innovation tendancielle**  
**Crise et reprise**

## Avant-Propos

**La "Nouvelle Economie" s'inscrit dans une tendance d'après guerre, d'inventions dues aux progrès de la science**, dans un nouveau contexte de libéralisation économique compétitive, de globalisation des stratégies, et d'incitation aux initiatives et au risque. Elle s'est efforcée de répondre à une puissante évolution culturelle, à des demandes latentes, puis expresses, d'individus épris de bien-être de soi, d'autonomie, de communications, rêvant aussi d'une économie plus humaine.

**Nous pensons que cette tendance contribuera à la sortie de crise.** Elle mettra en place une " nouvelle nouvelle économie ", tout autant créative, sous l'impulsion d'une nouvelle hausse de la productivité et d'un plus grand souci de qualité. Sans aucun doute elle innovera dans les processus de traitement de l'information, l'efficacité et la sécurité des réseaux de communication, la biotechnologie, l'énergie, l'astronomie, l'alimentation, la gestion des ressources naturelles,... Etendant massivement les applications de ces nouvelles percées, elle contribuera à renouveler les méthodes de communication, d'administration, d'éducation, de soins, d'accès à la culture, de couverture des risques,... Elle élargira le champ des interactions entre individus et communautés, celui des transactions, et devra susciter de nouveaux intermédiaires chargés d'assurer un face à face dynamique entre des offres et des demandes de plus en plus spécifiques.

En définitive, ses nouveaux produits et services, ses méthodes d'organisation, exploiteront de nouveaux potentiels techniques, et s'efforceront de répondre à des aspirations nouvelles des anciennes comme des nouvelles générations.

**Cette future nouvelle économie inventera, sans doute, de nouveaux modèles** de gestion stratégique, débarrassés des dysfonctions du modèle antérieur, mais non des processus désordonnés propres à toute innovation rapide. A moins qu'elle ne tempère le rythme lui-même des innovations, sans en réduire la vitalité.

## **Introduction : Un cycle de croissance tendancielle**

La nouvelle économie, telle qu'elle s'est développée surtout dans la période 1990-2000, a été fondée sur un " modèle d'innovation " dans les " secteurs de l'information ": équipements et services informatiques, composants électroniques, logiciels, télécommunications à réseau fixe ou hertzien, médias, édition. Ce modèle a piloté l'application dans l'économie des inventions techniques, déterminant les changements dans les activités, l'organisation, et la gestion du système d'information des entreprises.

**Pour une partie de l'opinion publique, cette décennie a précipité le rythme des innovations, et a été dominée par la technique, la finance et la spéculation,** dans un environnement compétitif international peu soucieux des difficultés qu'ont eu de nombreux acteurs à en suivre le rythme. Pour l'avenir, l'espoir est de pouvoir insérer la croissance de l'économie dans un processus général à long terme de développement durable, plus stable. L'invention et l'innovation pourraient être appliquées à de nouveaux domaines : gestion de l'environnement, éducation, santé, alimentation, développement. Le rythme des innovations pourrait être moins précipité.

**Sur la base d'inventions remontant aux années 1950, l'économie américaine s'est engagée, surtout depuis 1990, dans la production de nouveaux produits et services, le développement de nouveaux marchés, l'organisation de nouvelles structures, qui, à partir des secteurs de l'information, se sont diffusées rapidement dans la plupart des activités économiques.**

**Il n'est guère contestable que cette nouvelle économie ait renouvelé l'esprit d'innovation compétitive et adapté les structures,** affirmé le rôle déterminant des facteurs immatériels (connaissance scientifique et empirique, spécialisation, protection par les brevets, aptitudes interculturelles,...). Aussi parle-t-on d'économie de l'immatériel ou d'économie virtuelle, avec son corollaire l'organisation virtuelle, ou encore d'économie de la connaissance, et aussi d'économie numérique, compte tenu de la place déterminante du traitement numérique des informations. Elle a mis au premier plan les compétences et motivations humaines, les processus d'apprentissage et de transmission du savoir. Elle a aussi engendré des systèmes nouveaux de production et de gestion organisés sous forme de réseaux matériels et virtuels.

L'économie numérique, disent Eric Brousseau et Nicolas Curien, ne sera pas exempte de coûts d'information mais au contraire une économie où la valeur se créera et s'accumulera dans la transformation coûteuse d'information en connaissance, c'est-à-dire en savoir mobilisable par les acteurs dans une perspective stratégique. Or cette transformation est un processus collectif nécessitant une mise en réseau globale des agents économiques.

Avant même d'essayer d'explicitier les facteurs de la dynamique des années 1999-2000, observons de manière générale le cycle de croissance.

## **L'envolée**

La crise 2001-2002 a mis, provisoirement, fin au cycle de croissance élevée qui s'est fortement accéléré dans les années 1990. Comparable par son dynamisme à la période 1925-1929, la croissance du produit intérieur brut, réel (hausse des prix déduite), de 1990 à 2000, a été de 2,5 % par an, dans les économies industrielles du monde.

Aux Etats-Unis, dans cette période, le taux moyen annuel de croissance réelle du PIB a été de 3,2 %, dont une hausse de l'ordre de 4,2 %, du milieu de 1995 jusqu'au milieu de 2000, et même de 5,2 % au second trimestre 2000. Notons que de 1985 à 1988, ce taux avait varié de 3,5 % à 4,5 %. Le taux de chômage avait culminé à 4,2 % au second trimestre 1999.

**Dans la zone Euro le taux moyen de croissance réelle n'avait été que de 2% en moyenne.**

**En ce qui concerne la pression inflationniste américaine, la hausse annuelle moyenne des prix à la consommation, depuis 1986, avait atteint 6 % en 1990, puis elle avait oscillé autour de 3% jusqu'en 2001.**

Le taux d'intérêt des effets commerciaux à 3 mois s'était situé entre 6 % et 9 % de 1985 à 1989, chutant à 3 % en 1993, grâce à la vigoureuse politique de désinflation qui provoqua la récession de 1989-1992. De 1995 à 2000, il s'était maintenu à 5,5 % - 6 %, tombant à 2 % à la fin de 2001, en pleine dépression. Compte tenu des mouvements de l'inflation et de la politique monétaire, le taux d'intérêt réel au jour le jour, à 2% environ fin 1990, était nul fin 1994 ; puis il était remonté à 4 % fin 1998; il rechutait dès 1999 pour atteindre 1, 5 % fin 2000. Sur le long terme, le rendement des obligations du Trésor s'était graduellement abaissé de près de 12 % en 1985 à environ 5,5 % en 2000-2001. Ces conditions monétaires étaient évidemment favorables à l'investissement. La différence de taux d'intérêt euro-dollar, dans la phase de croissance accélérée, était favorable au dollar de 1%, fin 1998. Elle augmentait à 3 % à la fin du premier trimestre 1999, puis s'était tassée légèrement jusqu'au milieu de 2000.

Quant au solde de la balance des opérations courantes, en pourcentage du PIB, positif au début de 1991, il n'avait cessé de se dégrader pendant la décennie, atteignant un déficit de 4 % fin 2001; ce qui avait fourni évidemment des ressources étrangères considérables à l'économie américaine. Si l'on élimine la composante inflationniste, le "taux réel effectif du change" du dollar, qui oriente les échanges extérieurs, était deux fois plus fort en 1985 qu'en 1995. Mais la forte croissance de 1995-2000 avait créé un dollar fort, du fait de la demande de dollars par les étrangers. L'euro qui valait 1,18 dollars au début de 1999, avait chuté jusqu'à 0,85 au dernier trimestre 2000, et même à 0,82 en octobre 2001, soit un recul de 30 % depuis son lancement. Malgré la crise en 2000, le dollar avait, en mars 2002, atteint son plus haut niveau depuis l'automne 1985, en dépit d'un déficit extérieur record.

**Ce dollar fort avait redistribué la demande globale au profit du reste du monde, et notamment dans la zone euro, au détriment des Etats-Unis.**

**Sur le plan de la technologie, la "guerre froide" des années 1960 avait renouvelé les technologies militaires, en utilisant l'informatique.**

Mais, le coup d'envoi, dans le secteur civil, a été donné par Intel, en 1972-1973, avec son microprocesseur "4004", suivi du "8008", qui a fourni les bases de la micro-informatique appliquée par les entreprises les plus dynamiques. L'ordinateur français Micral avait été l'un des premiers à intégrer le chip Intel.

La ruée en masse vers le virtuel a exprimé une hybris collective de conquête, raisonnée et compulsionnelle à la fois.

Pendant la phase de prospérité du cycle, la production potentielle s'est accrue (niveau de production qui pourrait équilibrer l'offre et la demande sans inflation). Le Professeur Bradford DeLong, de Berkeley, a calculé que la production effective était supérieure de 1 % à 2 % à cette production potentielle au sommet du cycle en 2000 ; il l'estime aujourd'hui inférieure de 3% à 4%, ce qui laisserait une forte marge de croissance disponible pour assurer la future relance.

### **Les chocs et la dépression**

L'économie, et la société américaines ont enregistré trois chocs :1) Le renversement de la conjoncture au début de l'an 2000, du à la prise de conscience d'une crise de sur-investissement, et l'éclatement, en bourse, de la bulle financière qui a accompagné la phase de croissance. 2) L'attaque terroriste du 11 septembre

2001, qui a désorganisé les stratégies d'investissement et de risque dans certains secteurs-clefs et pesé quelques mois sur le climat des affaires. 3) La diffusion publique de pratiques financières frauduleuses en 2002, qui a atteint la crédibilité du système industriel et financier. Aujourd'hui la chute inattendue des cours boursiers depuis mars 2002, et les incertitudes liées aux discussions sur une nouvelle guerre avec l'Irak, sont des mini-chocs qui entretiennent des stratégies d'attente.

**Dans la phase de dépression amorcée au début de 2000, l'économie était en récession, au sens technique, pendant quelques mois en 2001. L'année 2002, s'est rapidement assombrie.** Car malgré de sévères réductions des prix de revient (licenciements, réduction des frais de recherche et d'investissement) au détriment du potentiel de croissance, et malgré une baisse impressionnante des taux d'intérêt, les profits avant impôts avaient baissé de 1,7 % au premier et second trimestre 2002. Plusieurs corrections des prévisions, à la baisse, sont intervenues au troisième trimestre. Au second trimestre 2002, la hausse annuelle du PIB prévue par le Ministère du Commerce n'était que de 1,1 %, comparée aux 5 % du premier trimestre. Le Ministère du Travail, fin août 2002, évaluait à 403 000 le nombre de demandeurs d'indemnités de chômage, un niveau de récession.

**On peut cependant penser que cette crise est surtout une phase de réajustement, dans un cycle d'innovation à long terme de type Kondratieff.**

Rappelons que de 1985 à 1988, avant la dépression de 1989-1992, la hausse annuelle du PIB réel s'était maintenue entre 2,8 % et 4,5 %, niveau retrouvé à partir de 1995. La crise actuelle sera plus ou moins longue selon que les chocs ayant provoqué la crise seront plus ou moins rapidement absorbés. Comme l'a montré Luigi Scandella, dans son livre de 1998 sur le Kondratieff, les crises peuvent apparaître dans l'une des quatre phases du cycle, mais elles sont généralement moins fortes dans une phase de "retournement à la hausse", comme en 1994-1997, ou de "hausse", comme en 1963-1967, et 1998-2000.

Si l'on utilise comme indicateur général l'indice des cours boursiers industriels "Dow Jones average" pour comparer les plus graves récessions dans le passé, on constate que la dépression de janvier 2000 à juillet 2002, bien que sévère, n'a pas été parmi les pires, le niveau de l'indice n'ayant chuté que de 34 %. Il est inférieur aux 37% de 1966-1970, plus faible que les 45% de la baisse de 1973-1974, comparable aux 36% de la crise de 1987, qui a été très brève, et, bien entendu beaucoup plus faible que l'effondrement des cours de 90% pendant la "grande crise" de 1929-1932.

## **Crise et reprise**

**La crise actuelle de sur-équipement**, notamment en réseaux de télécommunications optiques et en sur-capacités des dot-com (nouvelles pousses), a sa spécificité, mais elle a été assez comparable, dans son origine, sinon son intensité, aux précédentes crises de sur-capacités dans les domaines des transports et de l'énergie, notamment. Un même contexte de compétition, d'opérations financières risquées, parfois douteuses, de spéculations internationales, a encadré le déroulement du cycle.

Celle des chemins de fer, en 1873, a été la plus sévère: La panique à Wall Street fit fermer le New-York Stock-Exchange pendant 10 jours, un cinquième des sociétés de chemin de fer étant en faillite, et une profonde récession générale s'ensuivit. Les actions des railways ont chuté du tiers de la fin de 1873 au milieu de 1877. Cette crise avait été provoquée par des stratégies de tarifs monopolistiques trop élevés, la formation de trusts, des pratiques frauduleuses destinées à masquer les suréquipements, avec des distributions abusives d'actions et de dividendes aux amis. Le gouvernement fédéral est intervenu très fermement, réglementant les tarifs, poursuivant et faisant dissoudre judiciairement des trusts, faisant sanctionner des dirigeants pour opérations frauduleuses. Mais la reprise après

1877 fut très forte, et les installations des réseaux ferrés et de nouveaux matériels a entraîné très vivement l'économie.

Enfin comme le rappelle Jacques de Larosière, les crises relèvent toujours d'une cause élémentaire : un excès d'endettement. Mais celle de 2000 a ses spécificités. En particulier, écrit-il, on a assisté du fait de la croissance excessive du crédit à un déplacement du couple " déficit budgétaire/inflation des biens et services ", vers le couple " insuffisance d'épargne privée/inflation des prix des actifs ".

Le taux de hausse annuelle du crédit interne au secteur privé de 6,5 % environ en 1997, avait atteint 9 % au milieu de 1998, et s'était maintenu à un peu plus de 10 % de fin 1998 au milieu de 2000. De 1991 à 2000 l'endettement des ménages, avait augmenté de 80 % à 100 % du revenu disponible, alimentant leur forte demande. Dans les entreprises, le rapport entre la dette et la valeur ajoutée n'avait augmenté qu'à partir de 1997, passant de 125 % à 135 % fin 1999.

Fin septembre 2002 on ne pouvait pas encore prévoir quand la dépression sera considérée comme terminée. Jusqu'à présent des politiques monétaires et budgétaires franchement anticycliques, notamment grâce à d'importantes baisses d'impôts, renforcées par la forte hausse des dépenses de sécurité à la suite de l'attaque du 11 septembre, le maintien de la consommation qui a compensé la faiblesse des investissements, et la poursuite, modérée, de la hausse de la productivité du travail, ont réduit le risque d'une récession prolongée.

Comme après la récession de 1991, une hausse annuelle modeste du PIB, de 1 % à 2 %, en 2001, était qualifiée par les économistes de "croissance de récession" (growth recession). Lors de leur rencontre d'août 2002 dans les Rocheuses, des banquiers "centraux" et des universitaires ont surtout discuté des politiques économiques de stabilisation, et estimé que la crise boursière pourrait avoir des conséquences plus durables que prévu. De nouveaux attentats terroristes, des risques de guerre, une forte hausse du prix du pétrole, pourraient provoquer la formation d'un cycle en W (double dip). Dans l'après-guerre, 4 sur les 8 récessions passées ont comporté ce double creux, mais sous l'effet de chocs externes, comme la grève générale de 1970, et le choc pétrolier de 1975. Bref, on parle à nouveau de risque de stagnation prolongée.

**Mais les signaux ne convergent pas tous dans le même sens, et nombre d'économistes prévoient toujours une hausse du PIB en 2002 d'au moins 2%, renforcée en 2003.** Certes un nouveau choc pétrolier est possible, mais n'oublions pas que le pétrole est réglé en dollars, et entretient une demande de dollars, c'est à dire un avantage de change au dollar.

Ce dernier a certes baissé de février 2002 à juillet 2002, contre l'euro, dont la valeur est passée de 86 cents fin janvier à 1,015 au milieu de juillet, et dans une moindre mesure contre le yen, passé de 135 environ à 115. Mais, contrairement à bien des prévisions pessimistes, depuis juillet 2002 le dollar s'est apprécié, étant de nouveau à parité avec l'euro. Les capitalistes étrangers, et surtout les asiatiques, considèrent toujours l'économie américaine comme relativement plus prometteuse que l'européenne, gelée par la récession allemande, prise dans l'étau du pacte de stabilité et par les réticences de la Banque Centrale Européenne à baisser ses taux, sans parler de l'incertitude sur l'avenir de l'Europe élargie à 25. Certes les européens ont vendu, net, près de 12 milliards de dollars de titres entre mai et juillet 2002, mais les américains ont eux-mêmes réduit leurs investissements en Europe. De plus les investissements asiatiques, et spécialement en provenance du Japon, ont largement compensé les flux négatifs européens. A eux seuls les japonais, désespérés par le marasme continu de leur économie, ont investi 40 milliards de dollars en titres des USA au premier semestre 2002, deux fois plus que dans la période comparable de 2001. Un dollar plus fort n'est pas nécessairement une bonne réponse aux tendances dépressives de l'économie américaine et mondiale, mais une forte baisse du dollar pourrait intensifier la dépression mondiale.



**Mais si la crise en cours a sonné le glas de la nouvelle économie 1995-2000, des potentiels d'innovation dans les secteurs de l'information, actuellement sous utilisés, demeurent disponibles** pour une relance: installations de "larges bandes" à grande vitesse de transmission, réseaux de téléphones de troisième génération multimédia, systèmes d'interconnexion directe entre ordinateurs, révolution dans la conception des composants d'ordinateurs, nouveaux logiciels de sécurité dans la communication, ..De nombreux nouveaux services d'accès à l'Internet et de son utilisation, sont en attente de clientèle. Cependant en septembre 2002, la grande société de services informatiques EDS, qui avait bien résisté à la dépression, devait annoncer une baisse de ses profits, faute de commandes par l'industrie de ses services. Ce fut une surprise et un autre minichoc.

**S'ajoutant à ce potentiel dans les secteurs d'information, d'autres innovations, comme les nanotechnologies qui agissent au niveau atomique de la matière, les multiples applications de la biotechnologie, y compris dans l'informatique, les progrès des réseaux neuroniques?, devraient engager une nouvelle économie, comportant de nouvelles vagues d'innovation, de réorganisation, de financement et de régulation des risques, et sans doute de nouvelles conceptions du management et de la régulation publiques des opérations financières.**

Pierre Tabatoni  
de l'Institut

[www.geopolitis.net](http://www.geopolitis.net)